

PARTIE OFFICIELLE

- LOI -

Loi n° 6 – 2015 du 19 février 2015 portant création de l'institut national du travail social

L'Assemblée nationale et le Sénat
ont délibéré et adopté;

Le Président de la République promulgue la loi
dont la teneur suit :

Article premier : Il est créé un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, dénommé institut national du travail social.

Le siège de l'institut national du travail social est fixé à Ignié, département du Pool.

Toutefois, il peut, lorsque les circonstances le justifient, être transféré en tout autre lieu du territoire national, sur décision du comité de direction.

Article 2 : L'institut national du travail social est placé sous la tutelle administrative du ministère en charge des affaires sociales et sous la tutelle académique du ministère en charge de l'enseignement supérieur.

Article 3 : L'institut national du travail social a pour missions de :

- assurer la formation initiale et continue dans le domaine du travail social ;
- développer la recherche-action et la recherche appliquée en travail social.

Article 4 : Les ressources de l'institut national du travail social sont constituées par :

- la subvention de l'Etat et autres aides publiques ;
- les ressources propres ;
- les dons et legs.

Article 5 : L'institut national du travail social est administré par un comité de direction et géré par une direction générale.

Le directeur général de l'institut national du travail social est nommé par décret en Conseil des ministres, sur proposition conjointe des ministres de tutelle.

Article 6 : Des statuts approuvés par décret en Conseil des ministres fixent les attributions, l'organisation et le fonctionnement des organes d'administration et de gestion de l'institut national du travail social.

Article 7 : La présente loi sera publiée au Journal officiel et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Brazzaville, le 19 février 2015

Par le Président de la République ,

Denis SASSOU-N'GUESSO

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances, du plan, du portefeuille public et de l'intégration,

Gilbert ONDONGO

La ministre des affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité,

Emilienne RAOUL

Le ministre de l'enseignement supérieur,

Georges MOYEN

Le ministre de la recherche scientifique et de l'innovation technologique ,

Bruno Jean Richard ITOUA

- DECRETS ET ARRETE -

A - TEXTES GENERAUX

MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Décret n° 2015-254 du 19 février 2015 fixant les conditions et les modalités d'homologation des équipements terminaux et radioélectriques, de vérification de la conformité et du contrôle technique à l'importation des équipements de communications électroniques

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 9-2009 du 25 novembre 2009 portant réglementation du secteur des communications électroniques ;

Vu la loi n° 11-2009 du 25 novembre 2009 portant création de l'agence de régulation des postes et des communications électroniques ;

Vu le décret n° 2009-468 du 24 décembre 2009 relatif aux attributions du ministre des postes, des télécommunications et des nouvelles technologies de la communication;

Vu le décret n° 2009-473 du 24 décembre 2009 portant organisation du ministère des postes, des télécommunications et des nouvelles technologies de la communication ;

Vu le décret n° 2012-1035 du 25 septembre 2012 portant nomination des membres du Gouvernement.

En Conseil des ministres,

Décète :